

Un autre partage du temps
de travail est possible

Il est même indispensable
... comme l'écrivait déjà
Albert Einstein en 1933 !

Réduction du temps de travail : Einstein avait raison

Dans « Comment je vois le monde » publié en 1933, Albert Einstein écrivait au sujet de la crise de 1929 :

« Cette crise est singulièrement différente des crises précédentes, parce qu'elle dépend de circonstances radicalement nouvelles conditionnées par le fulgurant progrès des méthodes de production.

Pour la production de la totalité des biens de consommation, seule une fraction de la main d'œuvre disponible devient indispensable. Or dans une économie libérale, cette évidence détermine forcément un chômage élevé.

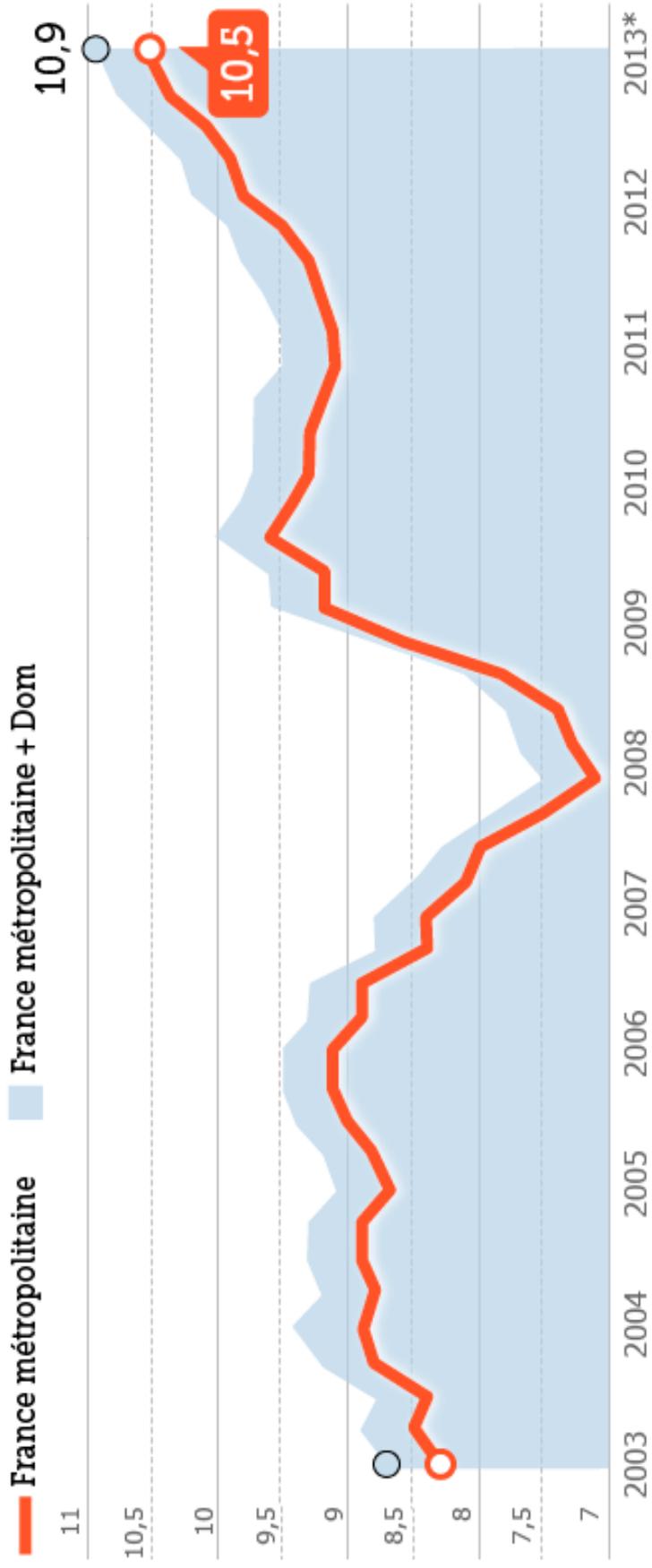
Ce même progrès technique qui pourrait libérer les hommes d'une grande partie du travail nécessaire à leur vie est le responsable de la catastrophe actuelle. »

Pour supprimer ces inconvénients, il faut, selon moi :

- une diminution légale du temps de travail pour supprimer le chômage
- parallèlement, la fixation d'un salaire minimum pour garantir le pouvoir d'achat des masses en fonction des marchandises produites
- une vraie régulation des stocks de monnaie en circulation et du volume des crédits »

Le taux de chômage en France augmente

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE AU SENS DU BIT, données cvs en moyenne trimestrielle, en %

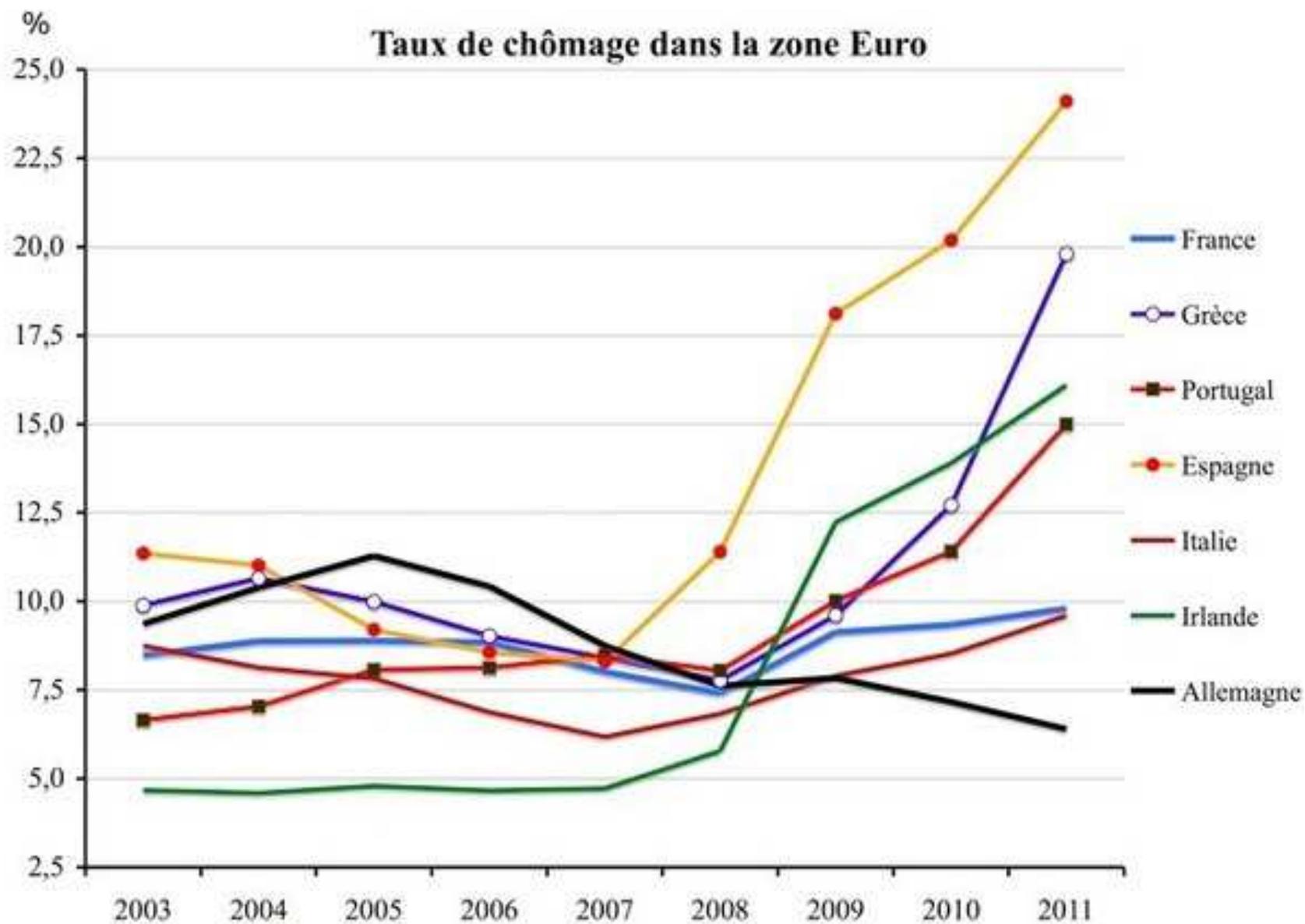


*2^e trimestre : données provisoires

05/09/2013

LE FIGARO · fr

Source : Insee



En pourcentage de la population active. Source OCDE

Autres graphiques sur <http://www.les-crisis.fr/chomage-en-europe/>

Chômage record dans la Zone euro

Taux de chômage des pays de la zone euro en août 2012,
en % de la population active



Source : Eurostat

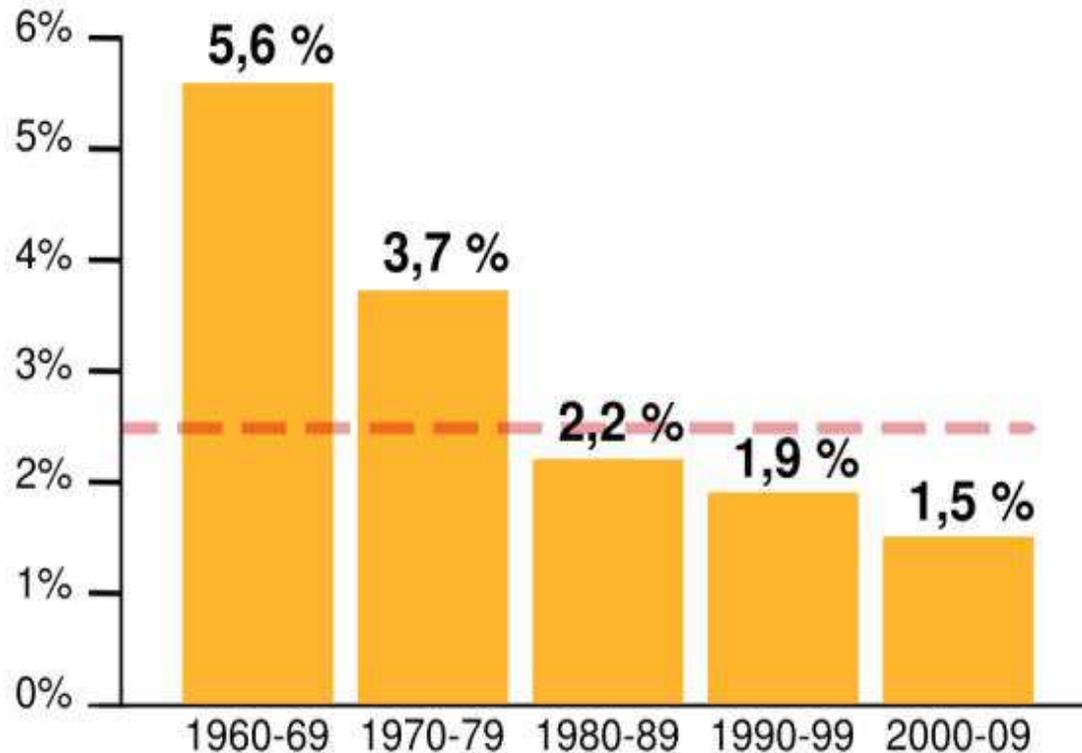
*Juin 2012



Les principales causes du chômage de masse

La croissance en France depuis 1960

Source : Insee.



Source : « Le livre noir du libéralisme » – Pierre Larrouturou ... actualisée

Ces taux de croissance annuels moyennés par décennie montrent qu'au cours des 30 dernières années aucun gouvernement n'a réussi à maintenir dans la durée un taux de croissance supérieur aux gains de productivité. Alors que c'est la condition indispensable, **à défaut de réduction du temps de travail**, pour faire baisser le chômage.

Pire : sans l'augmentation continue de l'endettement des ménages, la croissance aurait été nulle depuis 10 ans dans la zone euro !

Explications de cette baisse continue de la croissance depuis 4 décennies ??

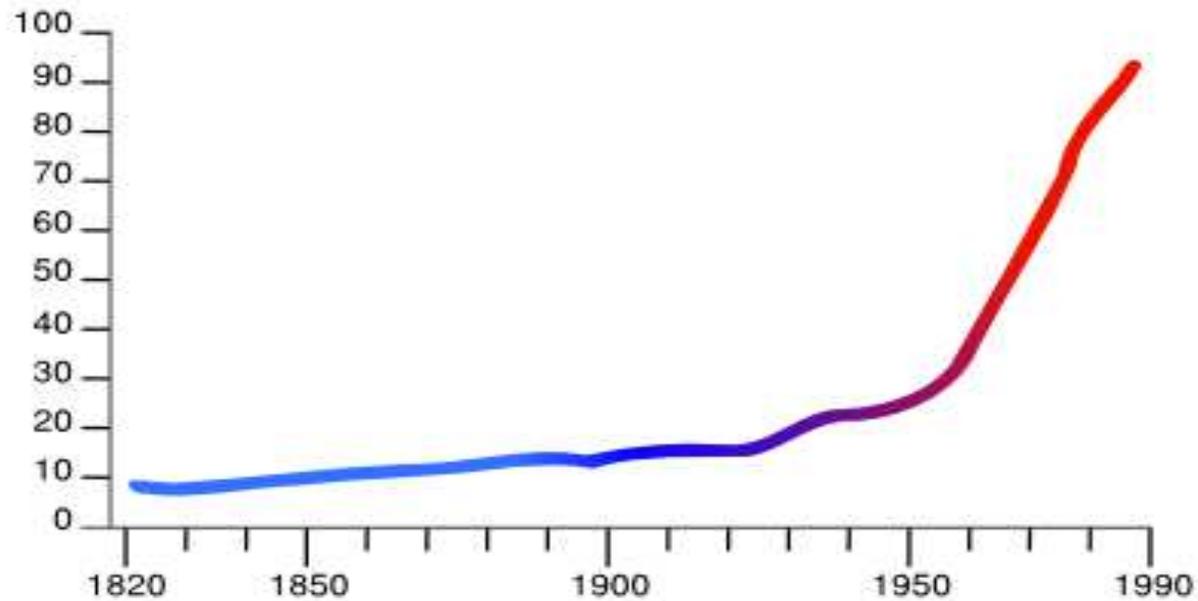
Voir le livre de **Jean Gadrey** « **Adieu à la croissance** » – octobre 2010

La productivité en France depuis 1820 (PIB par actif occupé)

La productivité en France depuis 1820

Source : Insee. Deux siècles de travail en France.

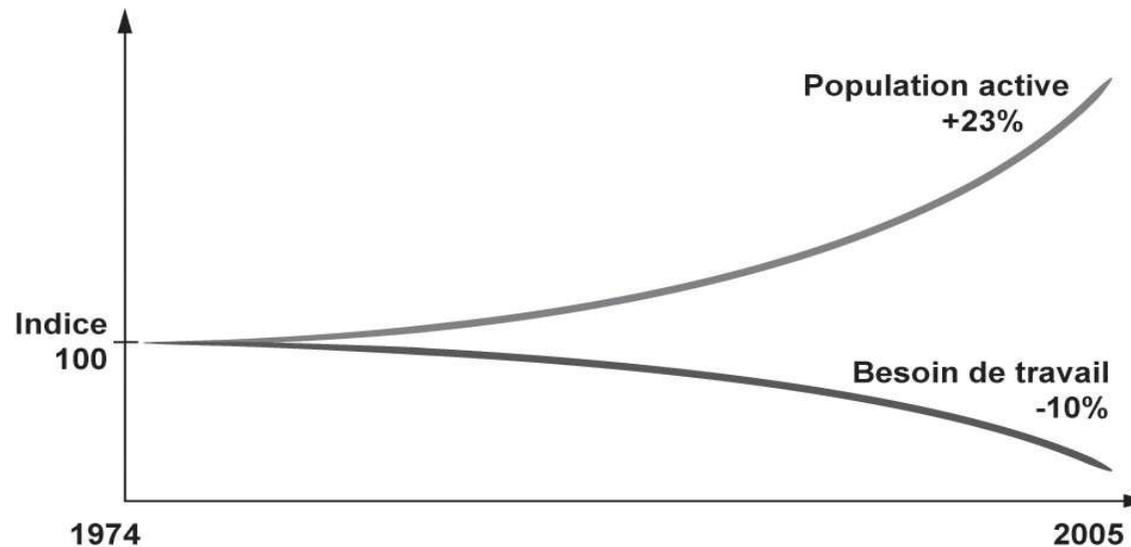
PIB par actif occupé



le **Kair**os fr

Source : « Le livre noir du libéralisme » – Pierre Larrourou - octobre 2007

Le besoin de travail



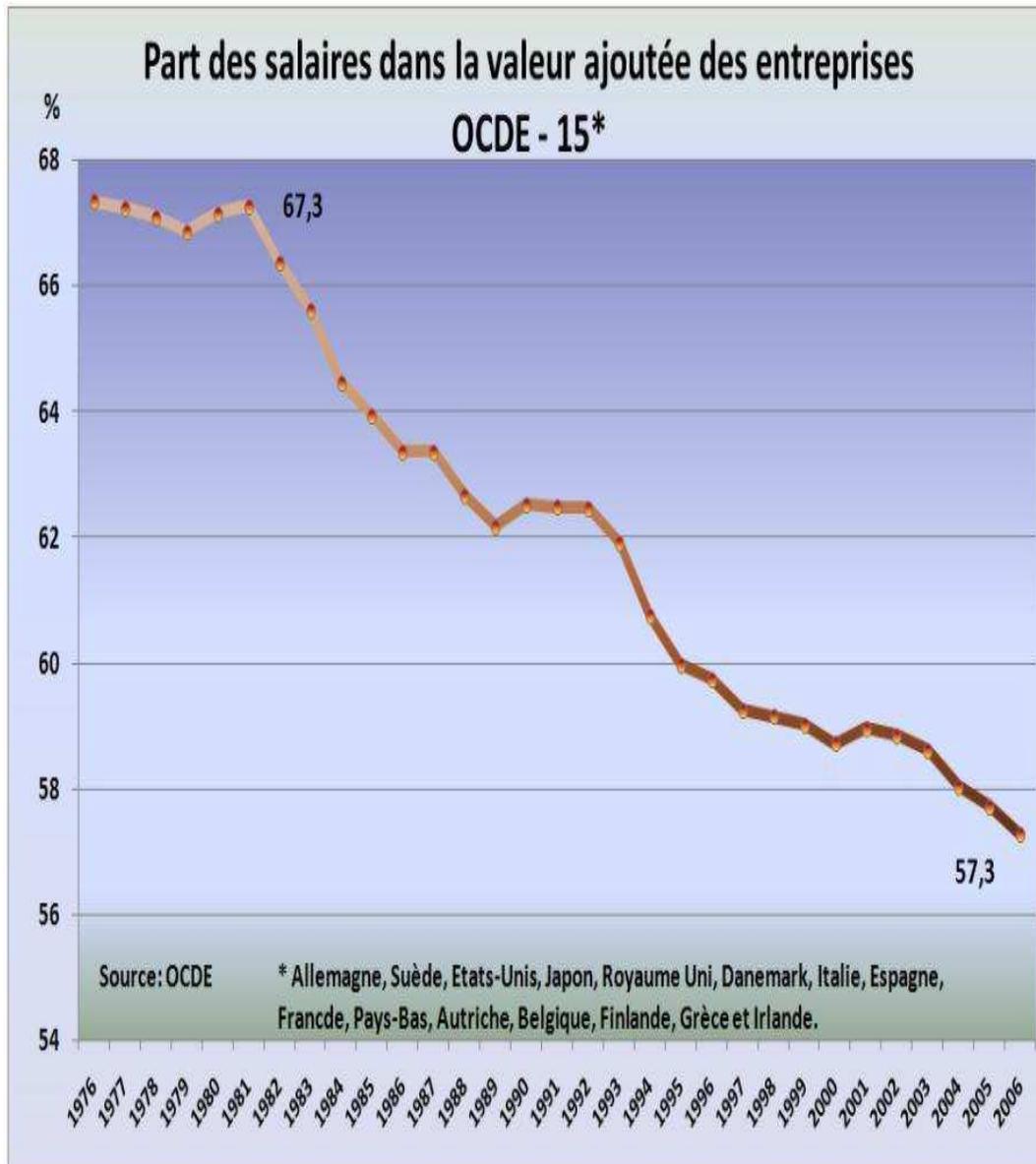
« En 30 ans, **l'économie française produit 76 % de plus avec 10 % de travail en moins.** Depuis 1974, le total des heures travaillées, tous secteurs confondus, est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 milliards. (Source : Insee)

Dans le même temps, grâce au baby-boom et grâce au travail des femmes, la population active disponible passait de 22,3 à 27,2 millions de personnes. **Le travail nécessaire à l'économie a donc baissé de 10 %, mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 %. Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre et la demande de travail. Cet écart est la principale explication du chômage de masse. »**

Source : « Le livre noir du libéralisme » – Pierre Larrousurou – Octobre 2007

Le chômage de masse a conduit à une baisse importante de la part des salaires dans le PIB ... puis à la crise de 2007/2008

Le chômage de masse a conduit à une baisse importante de la part des salaires dans le PIB

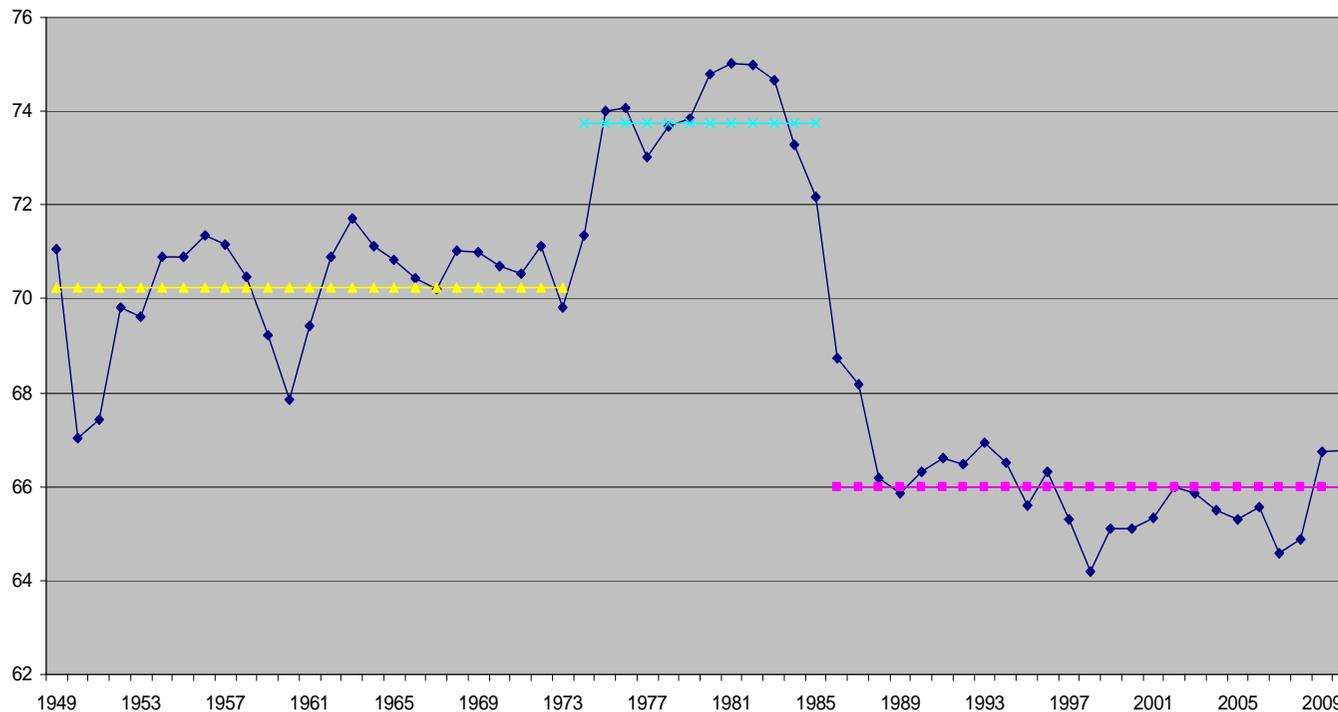


La dette, substitut aux revenus du travail : ce qu'on ne donne pas par le salaire, on le fournit par la dette privée ...

En juillet 2003 déjà, la BRI (Banque des Règlements Internationaux) tire la sonnette d'alarme : risque de récession mondiale car ce qui va aux salaires est trop faible

Le chômage de masse a conduit à une baisse importante de la part des salaires dans le PIB

Part de la rémunération des salariés dans la Valeur ajoutée des sociétés non financières (en %)



Le décrochage de la part des salaires dans le PIB est intervenu dans la période 1982- 1990

...

bien avant les 2 lois sur la réduction du temps de travail votées en 1997 et 1999 !

Le chômage de masse et l'augmentation de la précarité ont instauré un rapport de force défavorable aux salariés. Cela a conduit à une **forte baisse de la part des salaires** dans le PIB et une **forte augmentation de la part des dividendes** versés aux actionnaires ... qui sont passés de 3,2% du PIB en 1982 à 8,5% en 2007

Ceci n'est pas une crise financière ...

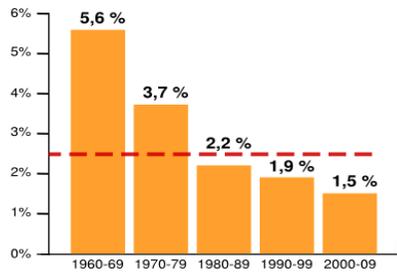
Chômage et précarité depuis 30 ans

- ↳ Déséquilibre de la négociation salariale
 - ↳ La part des salaires diminue dans le PIB
 - ↳ La croissance est maintenue grâce à la dette
 - ↳ Exubérance des marchés financiers
 - ↳ Croissance artificielle et insoutenable

Le chômage n'est pas seulement une conséquence de la crise, il en est une des causes fondamentales.

La croissance en France depuis 1960

Source : Insee.

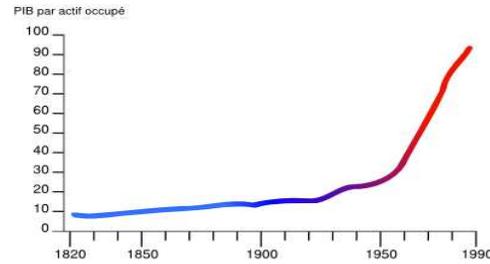


Kairós fr

croissance

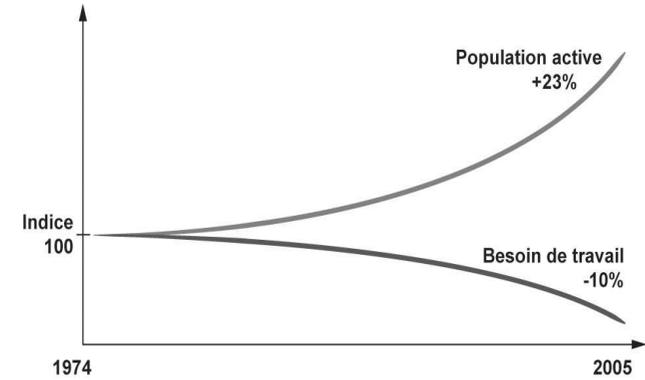
La productivité en France depuis 1820

Source : Insee. Deux siècles de travail en France.



Kairós fr

productivité

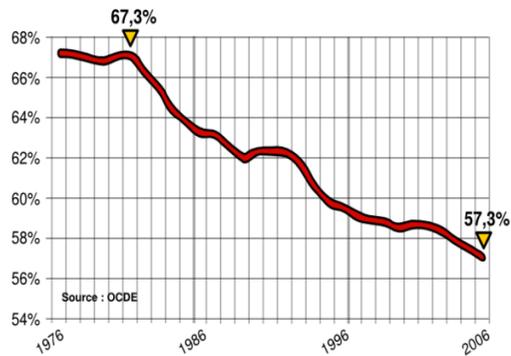


besoin de travail

Forte augmentation du chômage de masse depuis le début des années 80

Part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises

OCDE - 15*

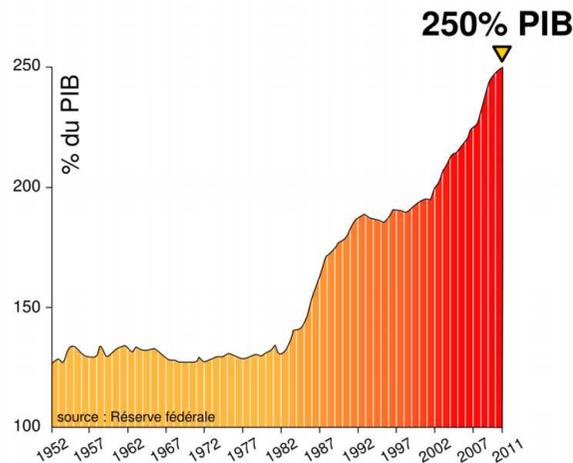


Source : OCDE

* Allemagne, Suède, Etats-Unis, Japon, Royaume Uni, Danemark, Italie, Espagne, France, Pays-Bas, Autriche, Belgique, Finlande, Grèce et Irlande.

Dettes totales aux Etats-Unis depuis 1952

(hors dette du secteur financier)



quand la bulle immobilière a commencé à se dégonfler ...

crise des subprime, crise financière, économique, sociale, ...

Peut-on compter sur la
croissance ?

Plus on attend la croissance,
plus il y a de petits boulots, de petites retraites,
et la croissance diminue encore...



Pourquoi une croissance suffisante pour éradiquer le chômage ne reviendra pas ? (éléments de réponses)

Une croissance continue sur le long terme est impossible dans un monde fini, car une croissance continue signifie, au sens mathématique du terme, **une augmentation exponentielle**, comme le montre le tableau ci-dessous.

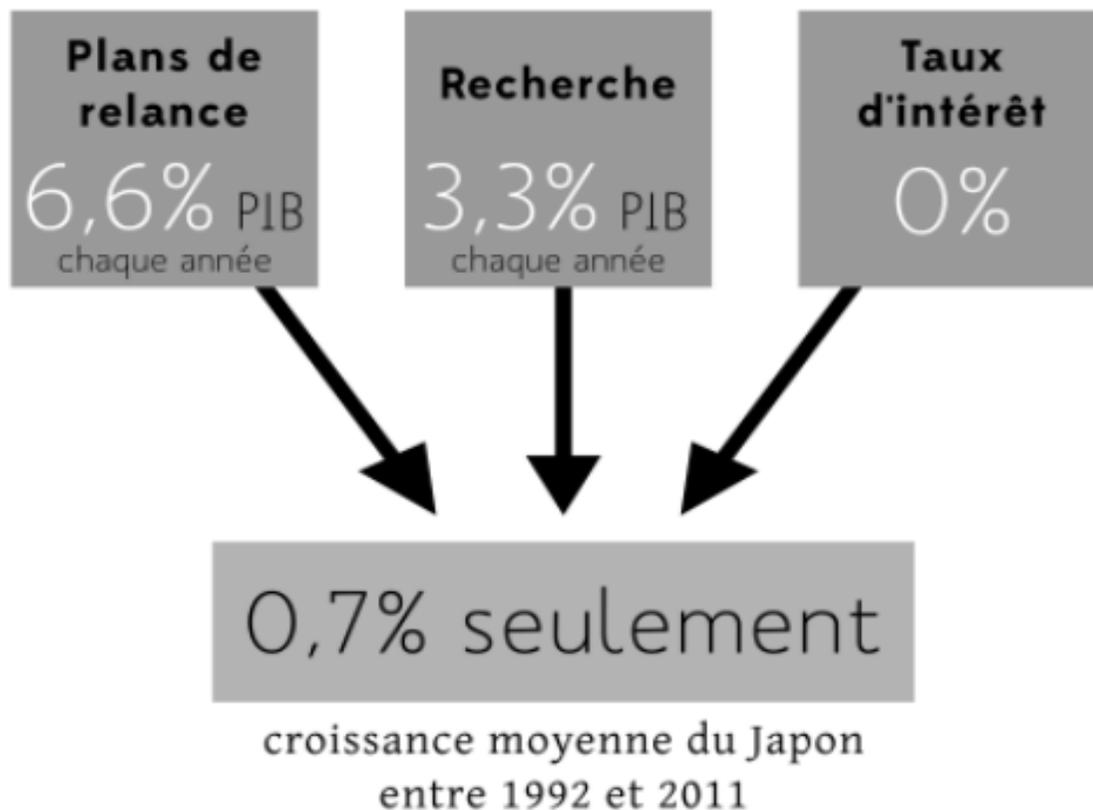
Les dirigeants politiques et économiques ne veulent toujours pas tirer les conséquences d'une telle évidence !

| avec un taux de croissance annuel de | en 30 ans le PIB serait multiplié par | en 50 ans le PIB serait multiplié par | en 100 ans le PIB serait multiplié par |
|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|--|
| 1% | 1,3 | 1,6 | 2,7 |
| 3% | 2,4 | 4,4 | 19 |
| 5% | 4,3 | 11,5 | 132 |
| 8% | 10,1 | 46,9 | 2200 |

« Nous n'avons pas mis fin à la croissance, la nature va s'en charger » par Dennis Meadows – juin 2012 - à lire sur <http://www.les-crises.fr/dennis-meadows-croissance/>

Autres graphiques sur <http://www.les-crises.fr/category/crise-de-croissance-pib/>

Parmi les 3 scénarios de sortie de crise



Pour la France,
le scénario de
sortie de crise
le plus
optimiste est un
scénario à la
japonaise

Pourquoi une croissance suffisante pour éradiquer le chômage ne reviendra pas (suite) ?

- « Avant même la crise des subprimes, il était difficile de croire que la croissance suffirait pour sortir du chômage de masse. Mais, après la crise des subprimes, miser sur le retour d'une croissance forte est totalement irréaliste. Comme le dit Xavier Timbeau de l'OFCE, "le scénario le plus optimiste est un scénario à la japonaise". Depuis qu'a éclaté la bulle, en 1991, la croissance du Japon n'est que de 0,7 % en moyenne. » (motion Hessel, Larrouturou)
- « Sans une augmentation continue de la dette des ménages, la croissance aurait été nulle depuis 10 ans dans la zone euro » - Patrick Artus (responsable des études économiques chez Natixis)
- En 2011 aux USA pour augmenter de 1% le PIB par tête la dette publique a augmenté de 10%.

• **« La croissance mondiale va s'arrêter »** - par Stéphane Foucart et Hervé Kempf – mai 2012 - sur http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/25/la-croissance-mondiale-va-s-arreter_1707352_3244.html

« Adieu à la croissance » livre de Jean Gadrey – octobre 2010

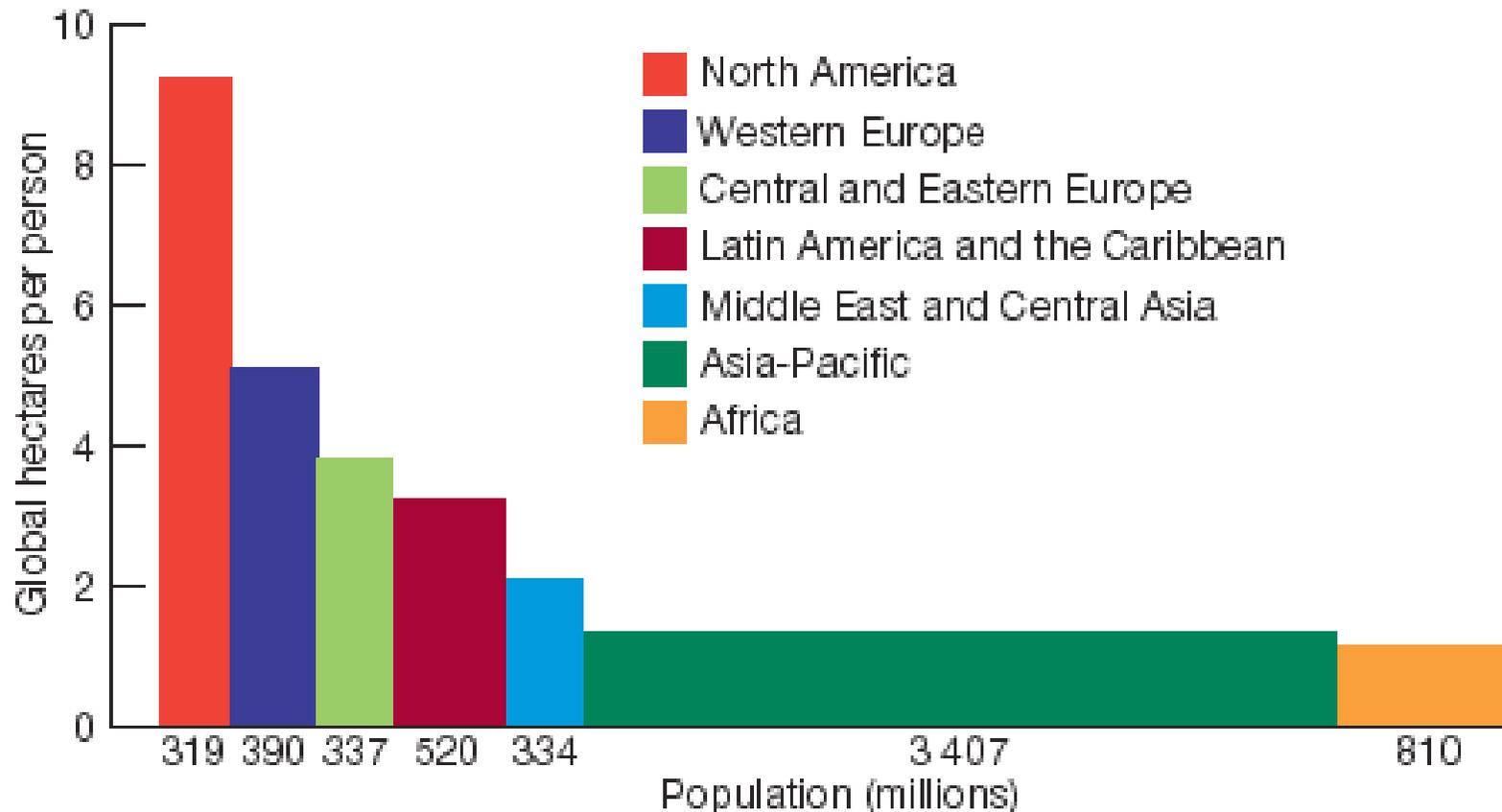
« La croissance : un remède à tous les maux ! Telle est la doxa depuis des décennies. La solution pour réduire le chômage ? La croissance ! Régler le problème des retraites ? La croissance ! Idem pour la dette publique, les inégalités ou la faim dans le monde. Et la crise écologique ? Eh bien... la croissance – mais « verte » !

Ce livre défend une thèse opposée : la croissance n'est pas la solution, c'est un problème. Elle est aujourd'hui devenue un facteur de crise, une menace pour la planète et un obstacle au progrès. L'homme qui affirme cela n'est pas un aimable farfelu, mais un économiste des plus sérieux. Il ne prône pas l'austérité punitive mais une société qui privilégie le « mieux être » sur le « plus avoir ». Et souligne que l'équation croissance = emploi est désormais caduque, démontrant, a contrario, qu'une baisse de productivité peut résorber le chômage par la création d'emplois de la « durabilité ».

Voir résumé du livre sur <http://livre.fnac.com/a4010125/Jean-Gadrey-Adieu-a-la-croissance#ficheResume>

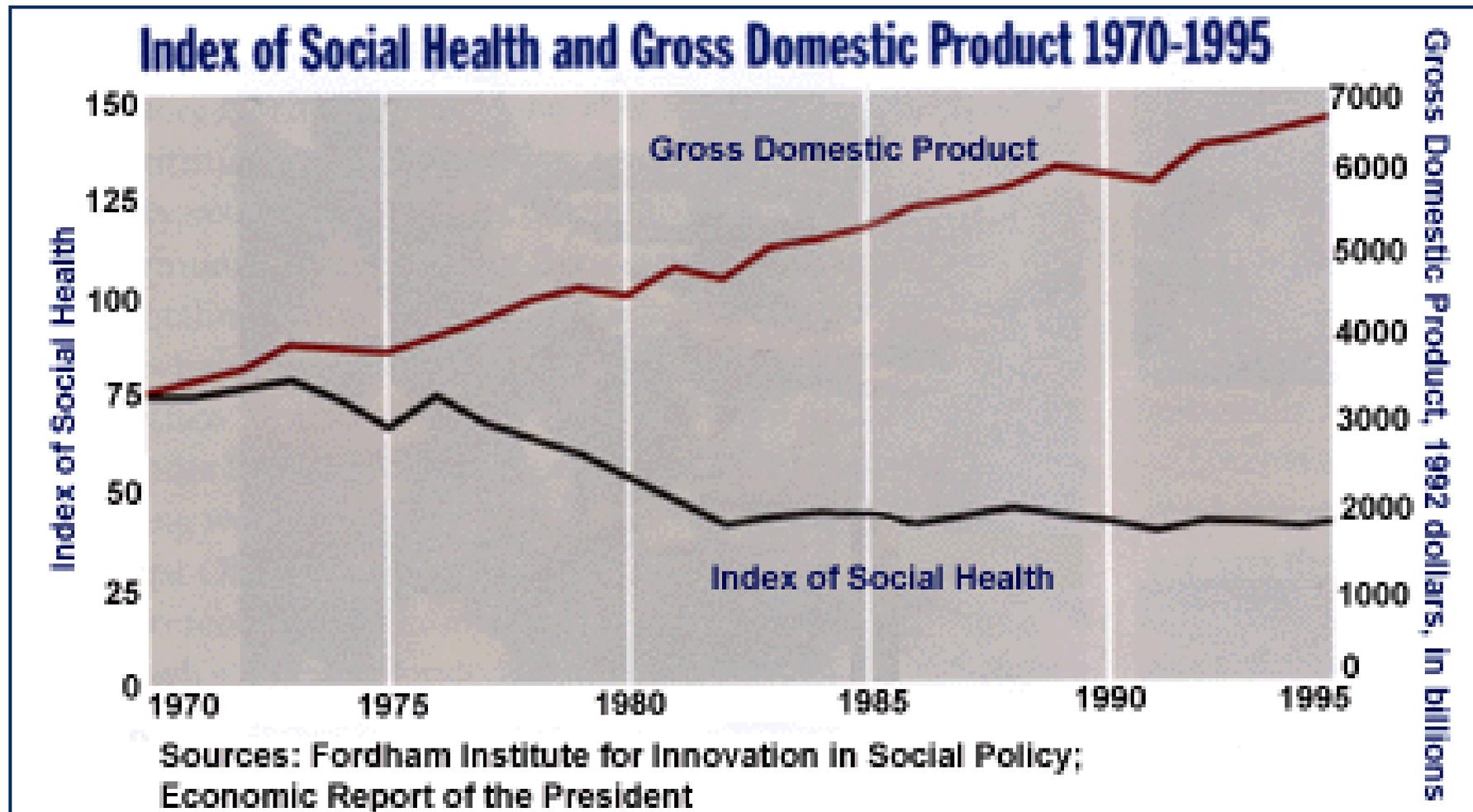
Les effets écologiques de nos modes de croissance
Empreinte écologique (ici nombre d'hectares par personne)

Fig. 17: **ECOLOGICAL FOOTPRINT BY REGION,**
2001



Voir définition de l'empreinte écologique sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Empreinte_%C3%A9cologique

Evolutions de l'indice de santé sociale et du PIB (Gross Domestic Product)



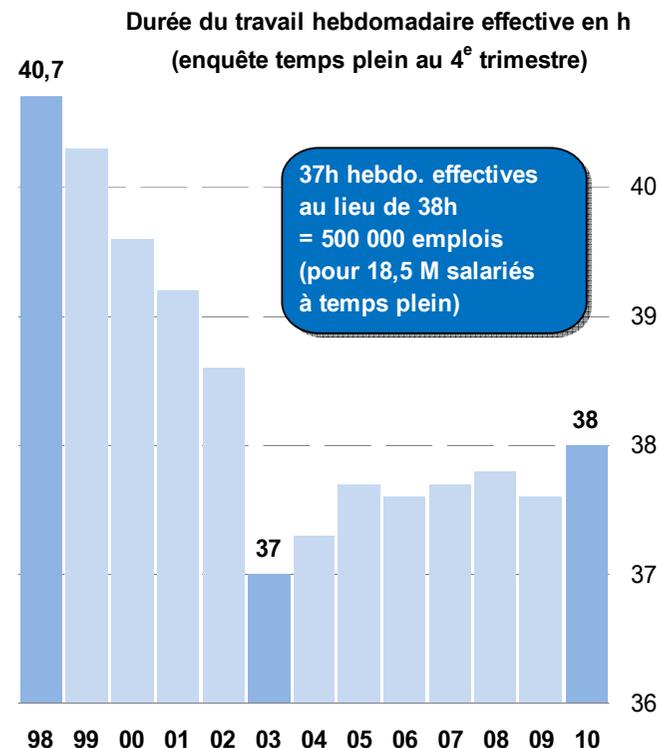
Voir la définition de l'indice de santé sociale sur
http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_sant%C3%A9_sociale

Sans un autre partage
du temps de travail le
chômage va exploser

Depuis 2002 : beaucoup de « réformes » ont aggravé le chômage

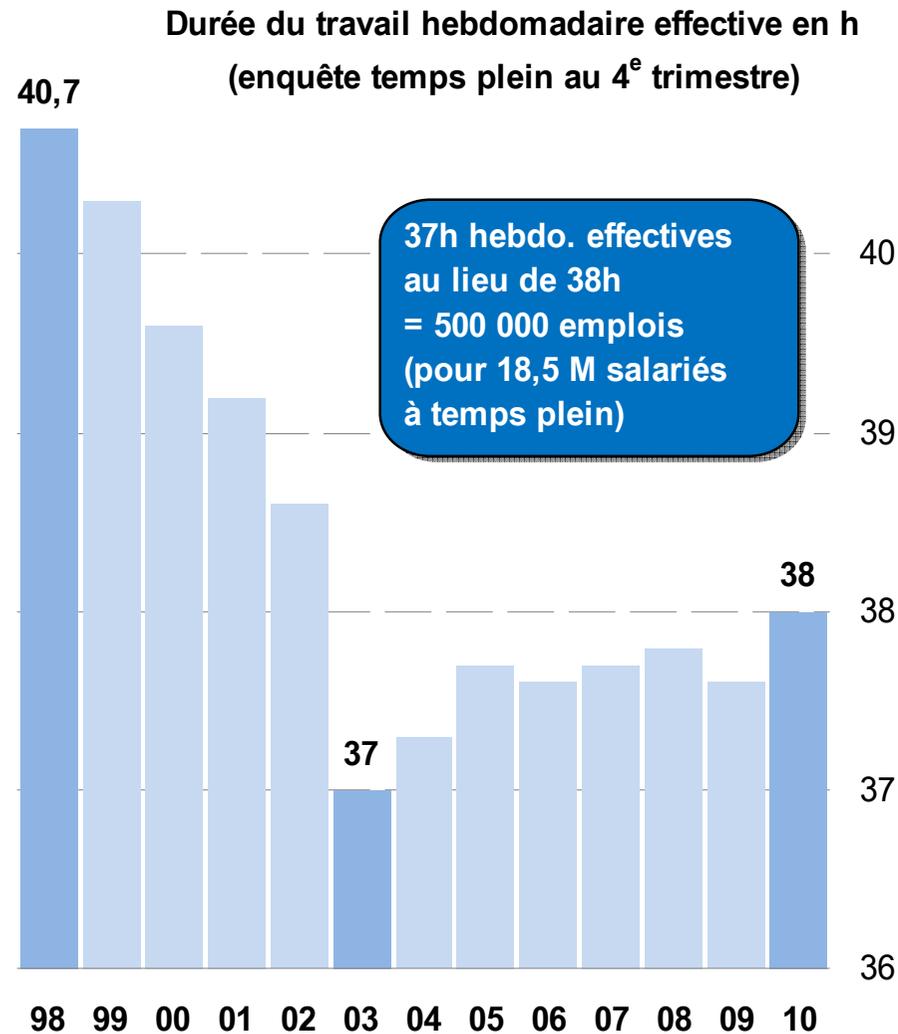
- 6 lois pour démanteler l'essentiel de la loi Aubry sur la réduction du temps de travail qui avait permis de créer 400 000 emplois
- Incitation aux heures supplémentaires en les exonérant d'impôt et de cotisations
- Deux millions de salariés corvéables à merci, à cause du contrat de travail en jours

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article525>



- Dérégulation totale du cumul emploi retraite. Depuis janvier 2009, tout salarié peut cumuler, sans limite de revenus, une retraite à taux plein et un salaire à temps complet ou partiel
- Report à 62 ans de l'âge légal de la retraite et à 67 ans de celui donnant droit à une retraite à taux plein

Evolution de la durée du travail hebdomadaire en France



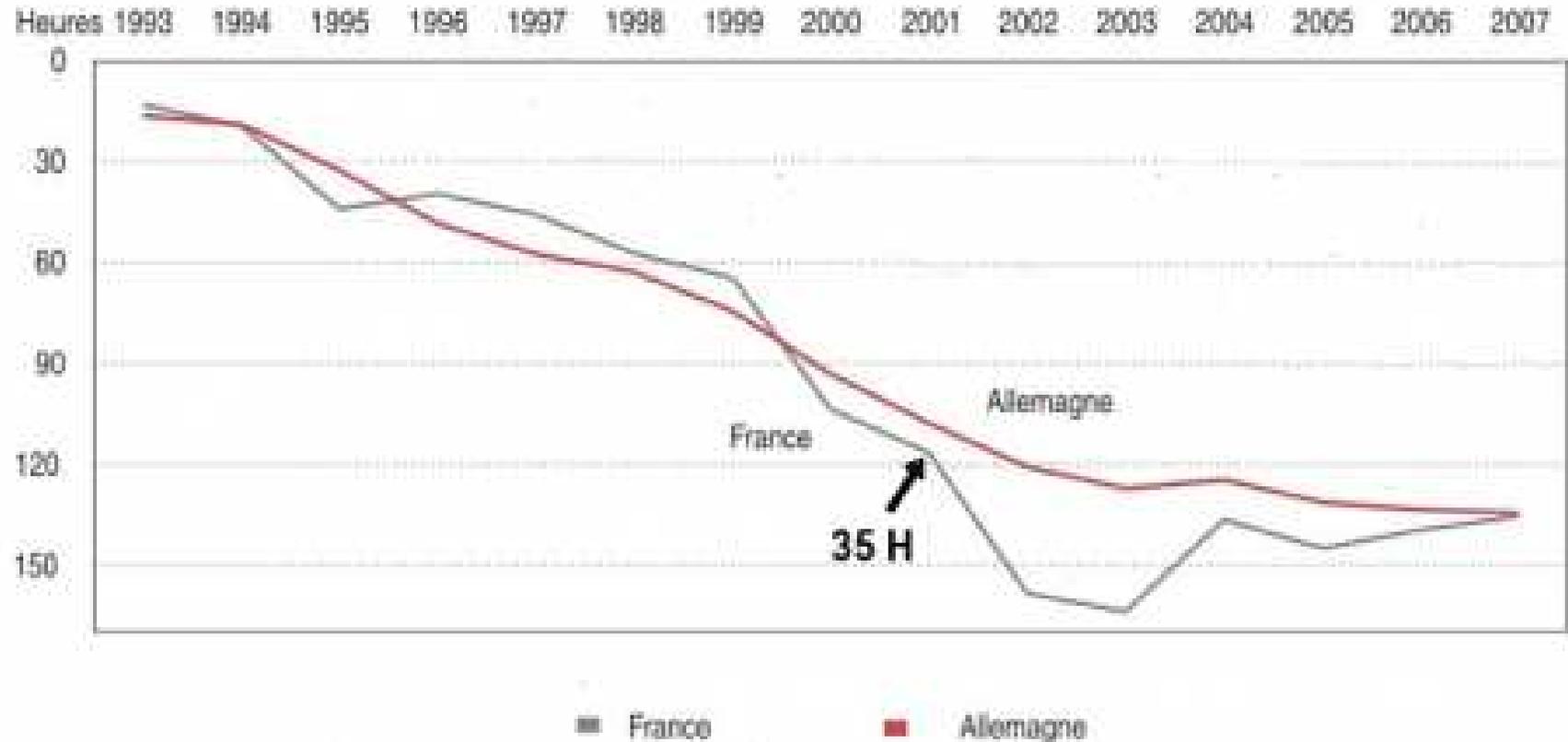
Cet accroissement d'une heure en moyenne (entre 2003 et 2010) du temps de travail hebdomadaire de 25 millions de salariés correspond à 660 000 emplois à temps plein ... de « perdus ».

Alors qu'il y a plus de 5 millions de demandeurs d'emploi !

Voilà l'un des résultats du démantèlement des lois Aubry sur la RTT

Baisse de la durée annuelle moyenne depuis 1992

Baisse de la durée annuelle moyenne depuis 1992

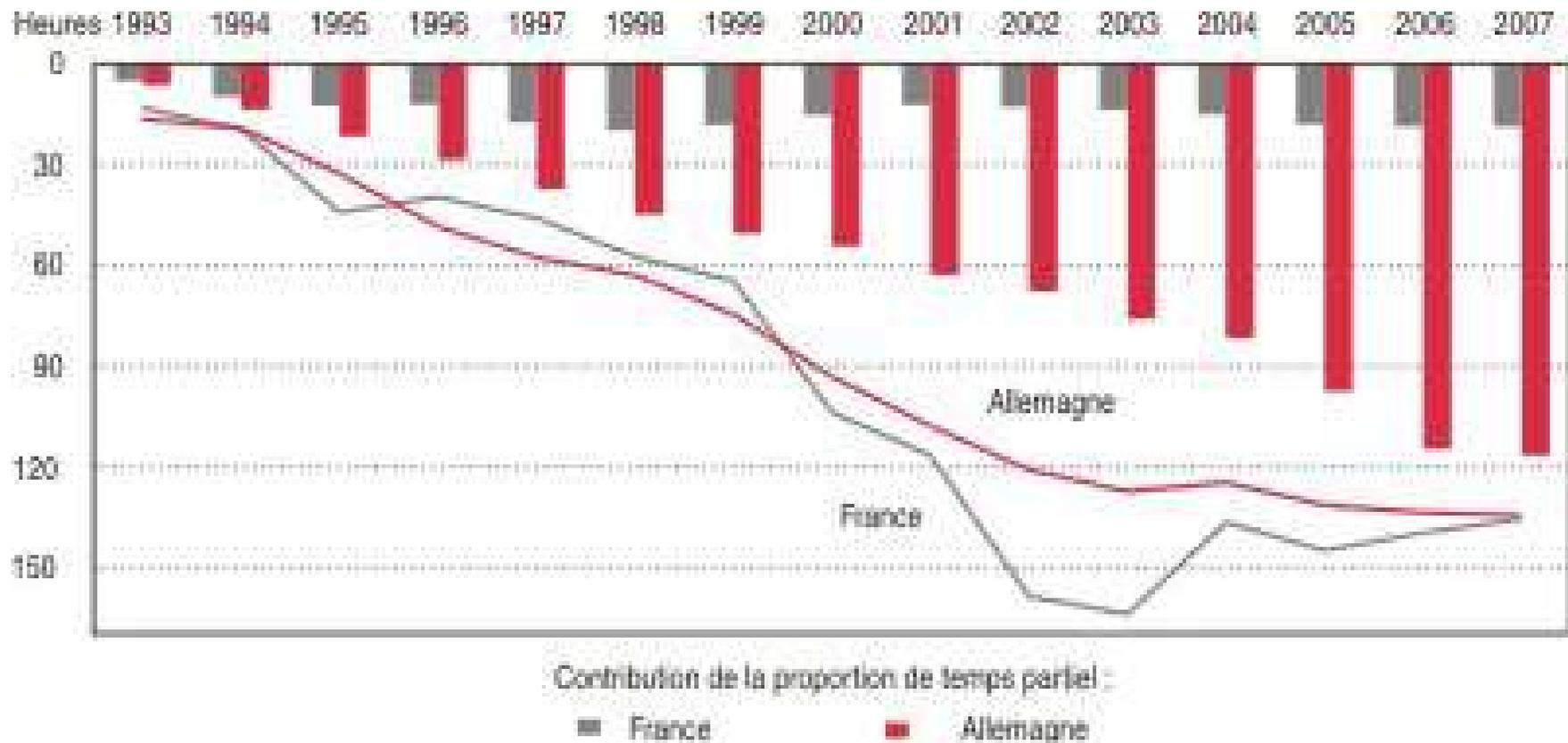


Lecture : en 2000, la durée annuelle du travail avait baissé de 104 heures en France et de 93 heures en Allemagne par rapport aux niveaux de 1992. Sources : GGDC (durées annuelles)

« Depuis 60 ans, la durée du travail baisse dans les pays développés »

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1273

Baisse de la durée annuelle moyenne depuis 1992 et contribution du temps partiel

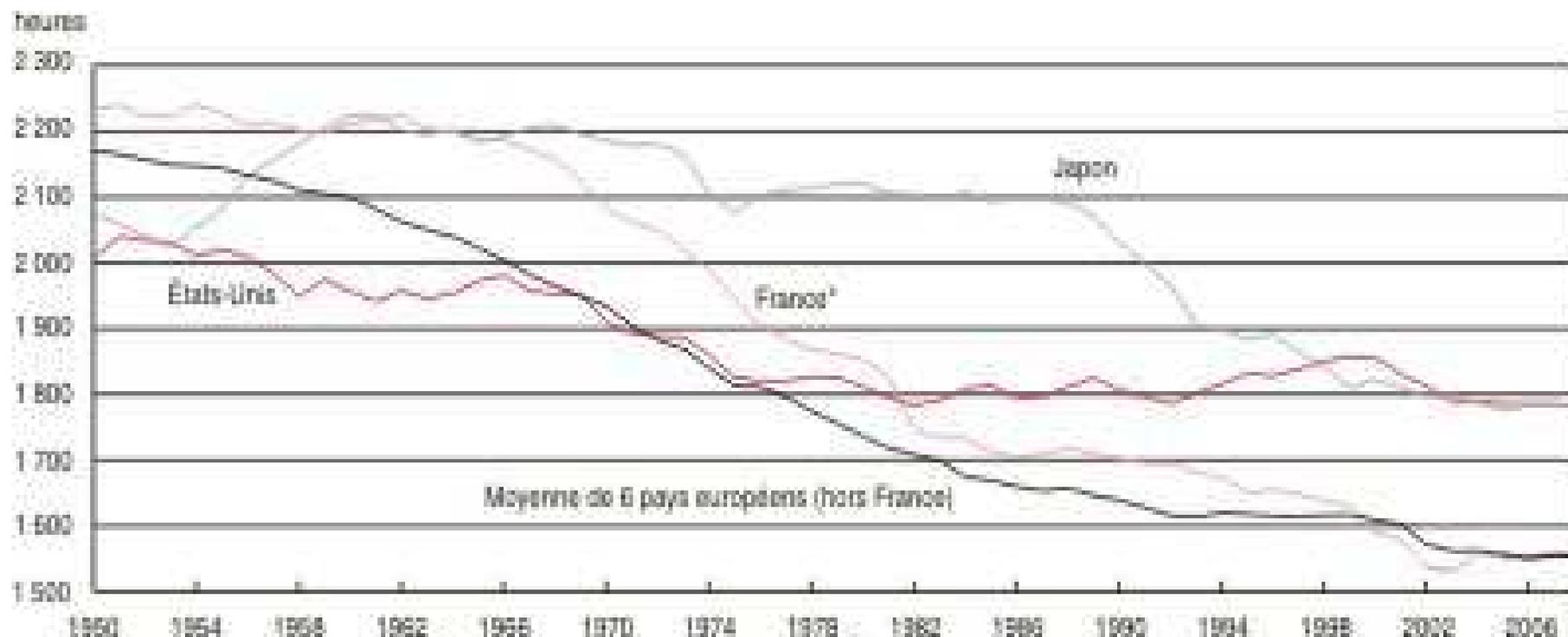


Lecture : en 2000, la durée annuelle du travail avait baissé de 104 heures en France et de 93 heures en Allemagne par rapport aux niveaux de 1992. Sur ces 104 heures, 15 heures sont dues au développement du temps partiel, alors qu'en Allemagne cette contribution est de 54 heures (sur les 93 heures).

Sources : GGDC (durées annuelles), Eurostat (temps partiel), calculs Insee.

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1273

Les durées annuelles de travail



Lecture : en 2007, la durée annuelle du travail est de 1 570 heures en France et en moyenne simple de 1 555 heures dans six autres pays européens (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Suède et Royaume-Uni).

Source : Base de données du Groningen Growth Development Center (GGDC).

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1273

Principales données sur l'emploi dans dix pays

| | 1950 | 2007 | | | | |
|------------------------|--|--|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------|
| | Durée annuelle (heures) | Durée annuelle (heures) | PIB / hab (\$ 2007) | Taux d'emploi (%) | Temps partiel (%) | Salarisa tion (%) |
| Pays-Bas | 2 300 | 1 413 | 36 600 | 72 | 47 | 87 |
| Allemagne | 2 370 | 1 432 | 32 200 | 67 | 26 | 88 |
| France | 2 230 | 1 559 | 32 300 | 63 | 17 | 91 |
| Italie | 2 170 | 1 566 | 29 800 | 58 | 14 | 74 |
| Suède | 2 020 | 1 601 | 34 900 | 74 | 25 | 89 |
| Royaume- Uni | 2 110 | 1 607 | 33 400 | 72 | 25 | 90 |
| Espagne | 2 050 | 1 775 | 28 600 | 65 | 12 | 82 |
| Japon | 2 080 | 1 784 | 32 200 | 70 | 19 | 87 |
| États-Unis | 2 010 | 1 785 | 44 200 | 72 | 13 | 92 |
| République de Corée | nd | 2 165 | 22 700 | 63 | 9 | 68 |

Pourquoi un autre partage du temps de travail est indispensable ?

- Le chômage de masse n'est rien d'autre qu'une répartition imposée du temps de travail, entre ceux qui se ruinent la santé au travail et ceux qui n'ont pas d'emploi, ou seulement des petits boulots précaires
- Avec la « croissance molle à la japonaise » qui s'annonce pour les 10 ou 20 ans à venir, sans un autre partage du temps de travail, on va vers un doublement du taux de chômage, soit 4 millions de chômeurs supplémentaires en France !
- La RTT négociée dans le cadre des lois Aubry a permis de créer 400 000 emplois ... On aurait pu faire beaucoup mieux (voir livre de Pierre Larrouturou « 35 heures, le double piège » publié en 1998)
- Dans son livre « Les moyens d'en sortir », Michel Rocard expliquait en 1996
« L'inexorable montée du chômage démontre l'inefficacité de toutes les techniques utilisées pour le combattre ... On ne luttera efficacement contre le chômage massif que par la réduction massive du temps de travail. Toute la question est : comment faire ? » ... et en 2010 « On peut définir le chômage comme étant la différence entre l'absence de réduction de la durée du travail et les gains de productivité ... »
- Tous les pays ont réduit le temps de travail ... contrairement à ce que certains dirigeants politiques sans scrupules répètent depuis 10 ans

Durée du travail, réalité et idéologie

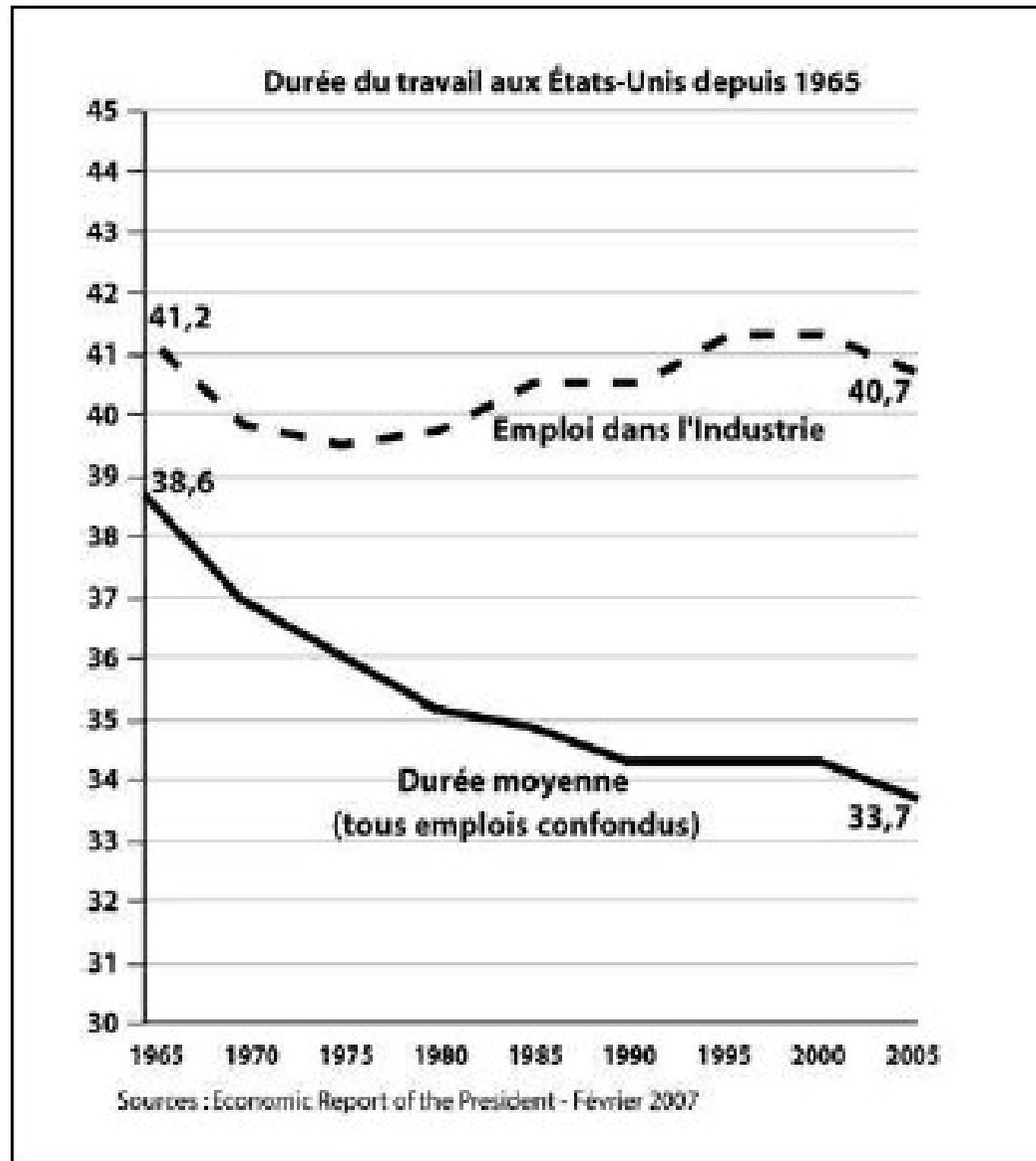
| Pays | Nombre moyen d'heures effectivement travaillées par semaine T3 2008 | Taux d'emploi des 15-64 ans T3 2008 |
|-------------------|---|--|
| Pays-Bas | 33,0 | 76,5 % |
| Norvège (hors UE) | 35,9 | 77,3 % |
| Royaume-Uni | 36,4 | 71,4 % |
| Danemark | 36,5 | 77,1 % |
| Allemagne | 36,7 | 69,9 % |
| Suède | 37,2 | 75,7 % |
| Irlande | 37,6 | 69,9 % |
| France | 37,9 | 65,3 % |
| Finlande | 38,7 | 71,7 % |

Eurostat, l'organisme statistique de la commission européenne, fournit les éléments sur la durée réelle du travail dans l'ensemble des pays européens. « Le nombre d'heures effectivement travaillées au troisième trimestre 2007, tous emplois confondus, se situe à 38,5 pour l'Europe et 37,9 pour la zone Euro. **Tous les pays, à l'exception de la Finlande, considérés comme « ayant libéré leur marché du travail et donc dynamiques », et avec un taux d'emploi supérieur au notre, ont une durée moyenne du travail inférieure à celle de la France. »**

Source « Durée du travail, réalité et idéologie » - Thierry Ternisien d'Ouille – juin 2008

<http://tto45.blog.lemonde.fr/files/2011/01/duree-du-travail-realite-et-ideologie.1294164979.pdf>

Durée du travail aux Etats-Unis depuis 1965



Les 3 grandes catégories de mesures contre le chômage

Catégorie 1 : toutes les mesures déjà mises en œuvre depuis 20 ans

- celles destinées à booster la croissance
- celles destinées à baisser le coût du travail
- celles destinées à améliorer la formation professionnelle
- tous les systèmes d'aides ou d'incitation : aides à la création d'entreprise, à la recherche, aux PME, aux filières d'avenir (économies d'énergie, reconversion énergétique, économie numérique, économie de la connaissance ...)

Catégorie 2 : toutes les « nouvelles » mesures proposées qui seront difficiles à mettre en œuvre

- celles destinées à restreindre les délocalisations, à encourager le produire en France, à taxer les produits importés de pays ne respectant pas des normes sociales et environnementales minimales, ...
- celles destinées à renforcer la coopération européenne, à faire baisser l'euro surévalué, ...
- celles destinées à mettre au pas la finance et la spéculation, à supprimer les paradis fiscaux ...

Catégorie 3 : les mesures de solidarité permettant de proposer un emploi à toute personne ayant besoin d'un salaire pour vivre

- celles de nature à inciter très fortement les entreprises à un autre partage du temps de travail

Les mesures incitatives au partage négocié du temps de travail ne peuvent pas être comparées aux autres. Parce qu'elles se justifient « tant que et aussi longtemps que » les mesures des catégories 1 et 2 n'auront pas permis d'éradiquer le chômage de masse. D'où le qualificatif spécifique de mesures de « solidarité ».

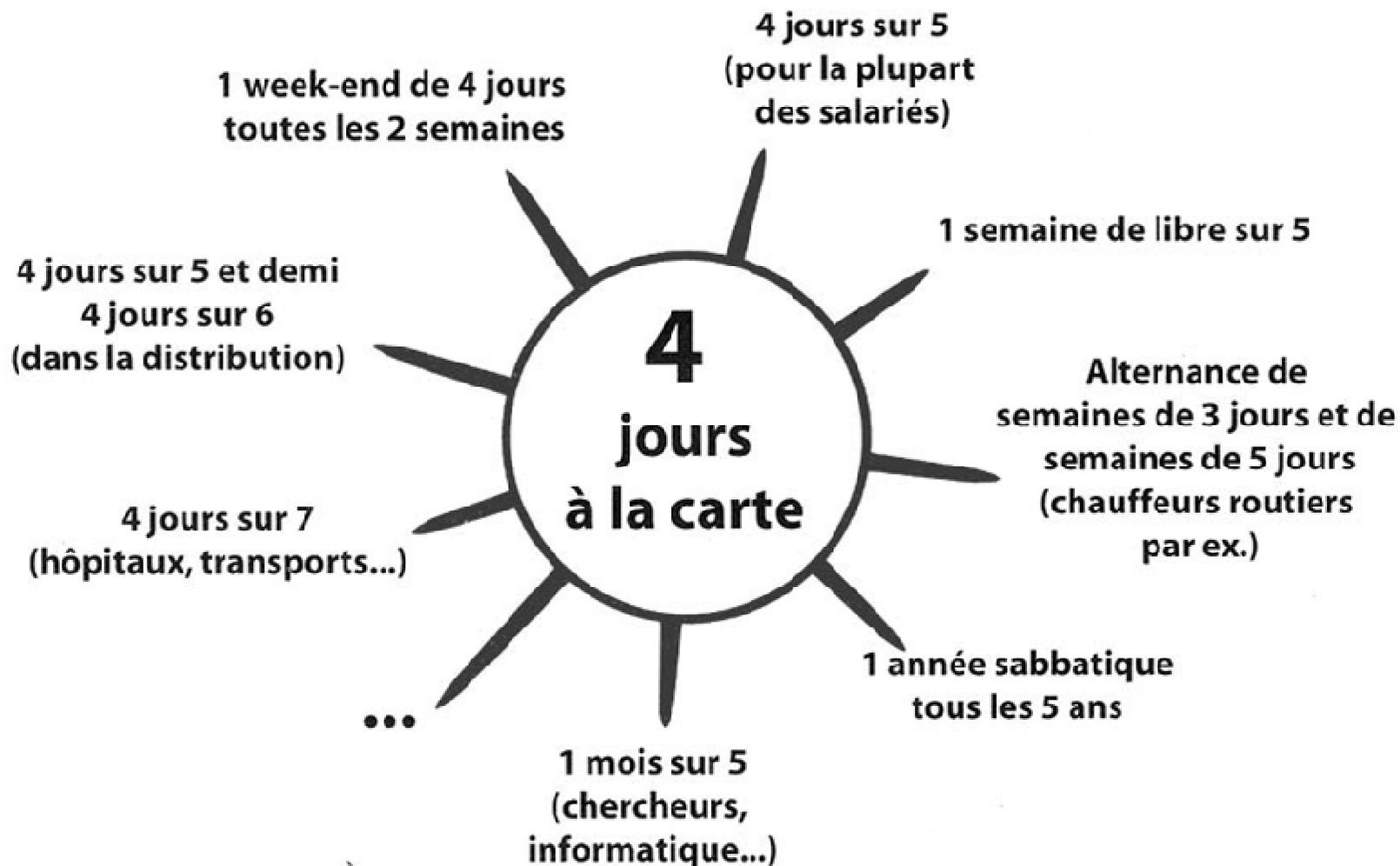
Un autre partage est possible :
la semaine de 4 jours à la carte

Déjà plus de 400 pionniers :

Mamie Nova, Fleury Michon,
l'Agence verte, Inpig, Les Ducs de Gascogne,
Monique Ranou, Entre-prises...

1,6 millions emplois à la clef

400 entreprises sont déjà passées à la semaine de 4 jours *à la carte*



Quel financement ?

Cotisations – 8 % ... s'il y a bien 10 % d'embauche en CDI

Salaires maintien intégral du salaire en dessous de 1 500 € ...
négociation au delà

Création emplois + 10 % en CDI

= Équilibre de la masse salariale

Quelques analyses récentes sur la nécessité d'un autre partage du temps de travail

« La gauche doit reparler fièrement du temps de travail » - Pierre Larrouturou - octobre 2012
http://www.liberation.fr/politiques/2012/10/30/larrouturou-la-gauche-doit-reparler-fierement-du-temps-de-travail_857028

« Plaidoyer pour la semaine des 32 heures » - Yves Besançon - novembre 2012
<http://blogs.mediapart.fr/blog/yves-besancon/051112/plaidoyer-pour-la-semaine-des-32-heures#comments>

« La RTT n'a pas, comme on continue à l'entendre partout, dégradé la valeur travail » - Dominique Meda - http://www.liberation.fr/economie/2012/10/30/la-rtt-n-a-pas-comme-on-continue-a-l-entendre-partout-degrade-la-valeur-travail_857183

« Sarkozy, Hollande et le chômage de masse »
<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article912>

« Partager le travail...relire Rocard 15 ans après! » - août 2012
<http://alternatives-economiques.fr/blogs/godard/2012/08/20/partager-le-travailrelire-rocard-15-ans-apres/>

« 35 heures : le temps de travail en ... Allemagne » - Pierre-Alain Muet - février 2011
<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/030111/35-heures-le-temps-de-travail-en-allemande>

Les forces progressistes doivent reprendre, en commun et à grande échelle, la bataille idéologique pour le partage du temps de travail

Toutes les batailles menées pour la RTT ont toujours montré que la quasi-totalité des employeurs et des forces de droite sont viscéralement et idéologiquement opposés à toute forme de partage du temps de travail. Et qu'ils parviennent toujours à revenir sur les avancées, si les forces progressistes abandonne la bataille des idées, comme cela a été le cas depuis 2002.

La RTT est alors de venu un sujet tabou, à tel point qu'aux élections présidentielles et législatives de 2012, seuls Europe Ecologie Les Verts et le Front de Gauche avaient inscrits la RTT dans leurs propositions.

En France, la droite et le Medef ont utilisé tous les moyens pour augmenter à nouveau le temps de travail :

- dé tricotage des lois Aubry sur la RTT
- non comptabilisation fréquentes des heures supplémentaires ou incitation fiscale à recourir aux HS
- imposition abusive du contrat de travail en jours à plus de 2 millions de salariés
- augmentation de l'âge légal et/ou du nombre d'annuités pour le départ en retraite
- même les accords signés dans le cadre de l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013 et la loi de « sécurisation de l'emploi » prévoient dans la plupart des cas une augmentation du temps de travail ... pour les salariés non licenciés !

Autres diapos sur le
partage du temps de
travail

les 35 H dixans après.
C'était bien ou pas ?

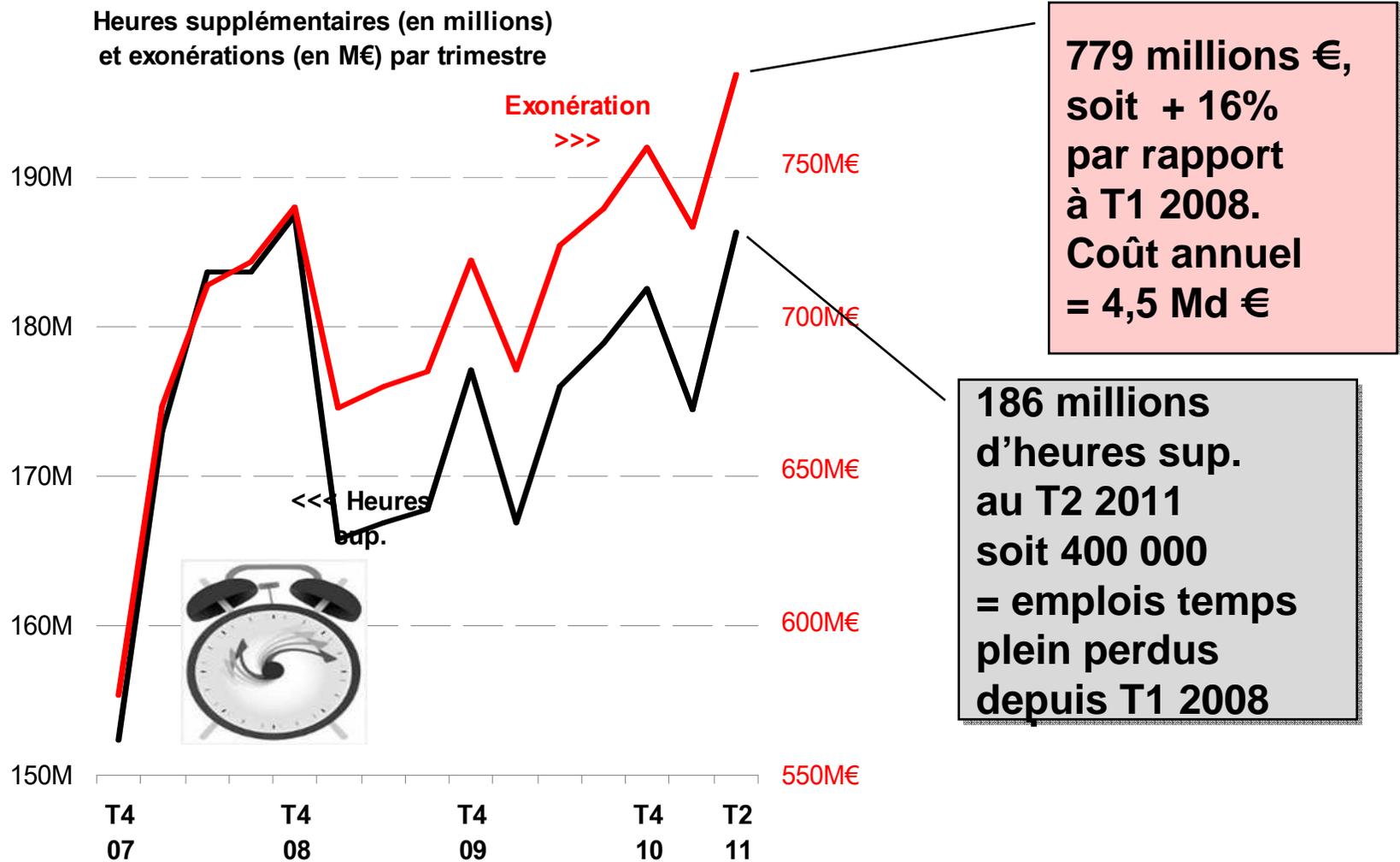
Si c'est bon
pour les salariés
c'est pas bon
pour l'économie...

" faut vous
l'expliquer
comment ?



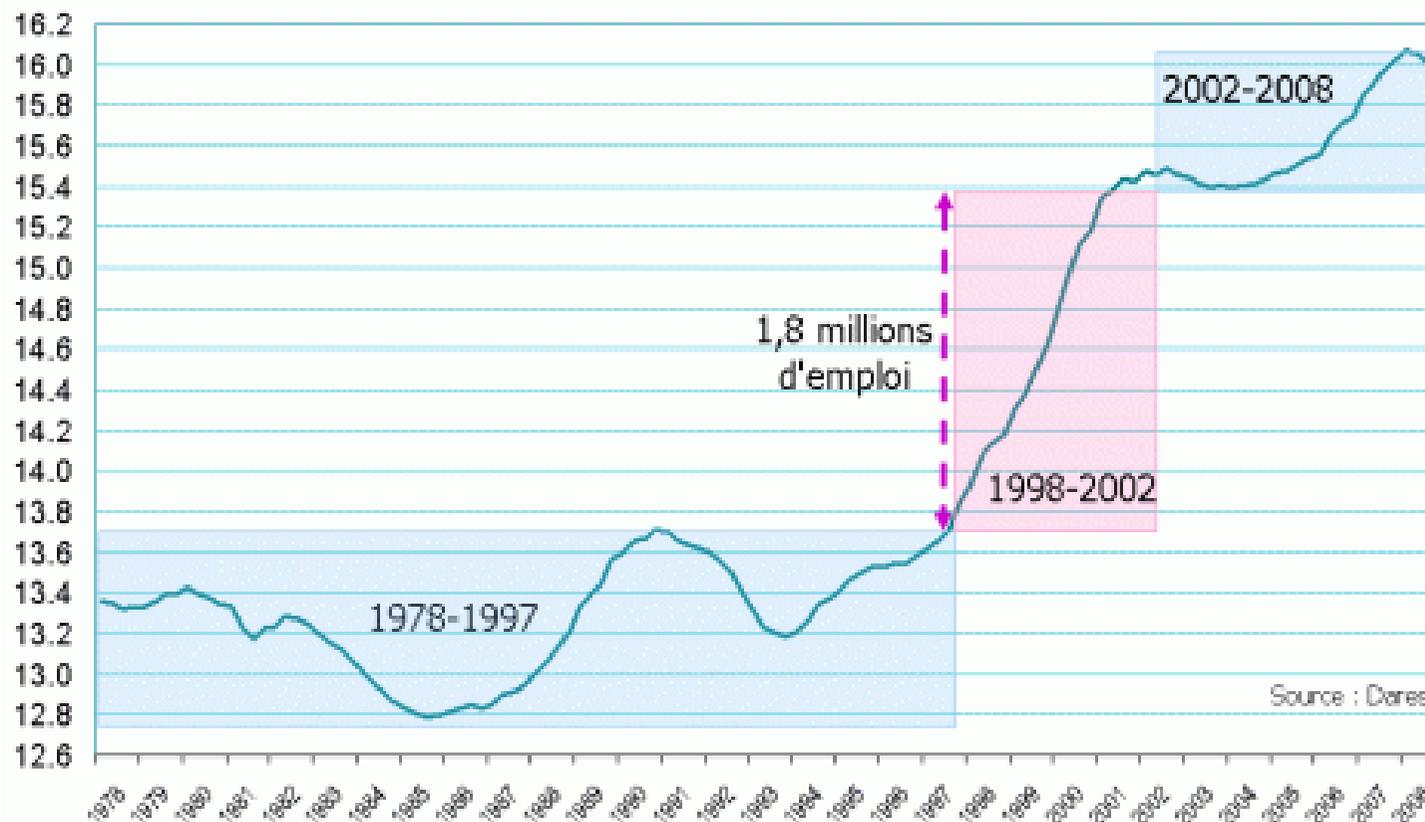
Redno

Partage du temps de travail : la preuve par les heures supplémentaires et les exonérations



Source : Acoff (Urssaf), Eurostat (enquête EFT)

Trente ans d'emploi dans le secteur privé en France



« Si on regarde l'évolution de l'emploi dans le secteur privé depuis 30 ans (graphique ci-dessous) on constate qu'il a faiblement augmenté durant 20 ans, entre 1978 et 1997. Puis, l'emploi franchit une véritable marche d'escalier entre 1998 et 2002 qui équivaut à 1,8 million d'emplois. Depuis, la progression de l'emploi retrouve un rythme moins rapide, et la récession a déjà annulé toutes les créations d'emplois depuis 2002. **Dans cette progression, le fait majeur est évidemment la réduction de la durée du travail.»**

Extrait de « Le livre qui dynamite les idées reçues sur le travail » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article911>

« 35 heures : le temps de travail en ... Allemagne »
Pierre-Alain Muet (député PS du Rhône) - 3 Janvier 2011 - Les invités de Mediapart

« En ces temps où la droite ne jure que par l'exemple allemand, et où certains à gauche cherchent l'originalité en reprenant la critique sarkozyste des 35 heures, il n'est pas inutile de rappeler les faits. **La durée hebdomadaire moyenne du travail a toujours été plus élevée en France qu'en Allemagne et dans les pays européens plus développés.** En 2009, dernière année disponible dans les statistiques de l'OCDE (1), la durée hebdomadaire moyenne du travail de l'ensemble des actifs s'élevait à 38 heures dans notre pays, nettement supérieure à celle de nos voisins, Allemands (35,7 h), Suédois (36,3 h), Britanniques (36,6 h), Suisses (35,1 h), Norvégiens (33,9 h), Danois (33,7 h), et a fortiori Hollandais qui, champions du temps partiel choisi, ont une durée hebdomadaire moyenne de 30,6 heures.

Et même lorsqu'on prend en compte les congés annuels, censés être beaucoup plus élevés chez nous qu'ailleurs, le Français travaille toujours plus que l'Allemand : 1550 heures en moyenne en 2009 contre 1390 de l'autre côté du Rhin. Les 35 heures des années 2000-2002 n'ont fait en leur temps que rapprocher la France de l'Allemagne. Ce sont en effet les seules années où les durées du travail ont été voisines en France et en Allemagne (36,5 heures en moyenne dans les deux pays en 2001-2002). La durée du travail a continué à diminuer en Allemagne après 2002, alors qu'elle augmentait à nouveau en France.

Il est vrai que le maintien de l'arme de destruction massive de l'emploi qu'est la politique de subvention aux heures supplémentaires en pleine explosion du chômage restera un cas d'école pour l'enseignement des décisions absurdes de politique économique. Favoriser la réduction du temps de travail ou au contraire les heures supplémentaires n'est pas une question idéologique, mais une question de situation conjoncturelle.

Quand une économie est au plein emploi avec des fortes pénuries de main-d'oeuvre, comme l'était la France dans les années 50, le recours aux heures supplémentaires est évidemment pertinent. Dans une situation de chômage massif comme c'était le cas dans les années qui ont précédé la mise en oeuvre des 35 heures ou à nouveau aujourd'hui, c'est naturellement la réduction du temps de travail la solution adéquate.

L'Allemagne, qui aborde avec pragmatisme la question du temps de travail, a massivement réduit le temps de travail et stimulé très fortement le chômage partiel - dont la dénomination pertinente est le terme allemand *Kurzarbeit* (travail réduit). La France, au contraire, s'est payé le luxe, dans cette crise, de subventionner à la fois les heures supplémentaires en même temps qu'elle subventionnait (un peu) son contraire: le chômage partiel ! Résultat: nos deux pays, qui avaient exactement le même taux de chômage à l'été 2008 (7,5 %), ont divergé, notre chômage a explosé (9,8 % fin 2010), alors que l'Allemagne, pourtant plus touchée que la France par la crise en raison de son ouverture aux échanges internationaux, a réussi à réduire le sien (6,7 %).

Et comme les salariés sont restés liés à l'entreprise au lieu de se retrouver au chômage, l'Allemagne a pu, en 2010, retrouver une croissance forte.